

FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

153, avenue Jean Lolive
93500 PANTIN

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2007



Société de commissaires aux comptes membre de la Compagnie d'Aix en Provence
7, avenue André Roussin – Le Ponant Littoral – 13016 MARSEILLE
338 avenue de la libération – 04100 MANOSQUE – ☎ 04 92 70 95 00 – 📠 04 92 70 95 01

FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
153, avenue Jean Lolive
93500 PANTIN

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

153, avenue Jean Lolive
93500 PANTIN

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, et portant sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS :

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste :

- à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes
- à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.



Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

➔ Rappel des principaux montants:

Total du bilan	:	7 548 749 €
Total des produits	:	19 930 192 €
Total des charges	:	19 716 570 €
Résultat Net Comptable	:	188 622 €

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS :

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les principes et méthodes comptables ont été appliqués correctement
- Les estimations comptables significatives nous paraissent justifiées
- La présentation d'ensemble des comptes est conforme aux prescriptions légales.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES :

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier, et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Marseille,
Le 3 juin 2008



Pour ACN AUDIT,
Alain NOUGUEREDÉ
Commissaire aux Comptes associé
Président Directeur Général

FEDERATION NATIONALE LEO LAGRANGE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
153, avenue Jean Lolive
93500 PANTIN

ANNEXE AUX RAPPORTS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2007	31/12/2006
	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue	13 602 261	13 011 995
Prestations de services	13 602 261	13 011 995
MONTANT NET DES PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production stockée		
Production immobilisée	2 112 478	2 519 905
Subventions d'exploitation	1 634 315	1 202 724
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		
Collectes	1 516 221	1 714 184
Cotisations	24 473	24 748
Autres produits	18 889 747	18 473 556
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (marchandises)	11 335	57 723
Achats de matières premières et autres approvisionnements	4 266 387	4 554 851
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)	902 127	848 537
Autres achats et charges externes (2)	8 590 621	7 962 038
Impôts, taxes et versements assimilés	3 295 032	3 195 283
Salaires et traitements	402 375	245 840
Charges sociales	105 763	163 950
Autres charges de personnel		
Donations aux amortissements sur immobilisations	54 514	399 287
Donations aux provisions sur immobilisations	207 045	295 215
Donations aux provisions sur actif circulant	298 347	537 998
Donations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	18 133 545	18 260 742
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (3)		
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	(I-III)
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent attribué ou déficit transféré		
Déficit supporté ou excédent transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (4)		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)	3 690	479
Autres intérêts et produits assimilés (4)	23 601	3 275
Reprises sur provisions et transferts de charges		97 826
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	(V)	(V)
CHARGES FINANCIERES		
Donations aux amortissements et aux provisions	112 934	183 302
Intérêts et charges assimilées (5)	636 814	216 123
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	(VI)	(VI)
2 - RESULTAT FINANCIER	(V-VI)	(V-VI)
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	(I-II+III-IV+V-VI)	(I-II+III-IV+V-VI)

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2007	31/12/2006
	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	486 683	500 674
Sur opérations en capital	526 470	60 478
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	(VII)	(VII)
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	534 476	337 494
Sur opérations en capital	298 800	105 035
Donations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	(VIII)	(VIII)
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(VII-VIII)	(VII-VIII)
Impôts sur les bénéfices	179 878	118 622
(IX)		
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V+VII)	(I+III+V+VII)
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VIII+IX)	(II+IV+VI+VIII+IX)
5 - SOLDE INTERMEDIAIRE	213 622	33 591
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	25 000	
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	188 622	33 591
(1) dont produits affectés à des exercices antérieurs		
(2) dont redevances sur crédit-bail immobilier		
(3) dont charges affectées à des exercices antérieurs	3 136	5 964
(4) dont produits concernant des entreprises liées		
(5) dont intérêts concernant des entreprises liées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL		

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

Documents	Applicable	Non applicable	Non significatif
Règles et méthodes comptables	X		
Faits caractéristiques	X		
Immobilisations - Amortissements - Plus et moins values (simplifié)		X	
Immobilisations	X		
Amortissements	X		
provisions (simplifié)		X	
Provisions inscrites au bilan	X		
Etat des créances et dettes (simplifié)		X	
Etat des échéances , créances et dettes	X		
Variation détaillée des stocks et en-cours		X	
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	X		
Variation de la provision spéciale de réévaluation		X	
Variation de la réserve de réévaluation		X	
Frais d'établissement			X
Frais de recherche appliquée et de développement			
Amortissements des frais de recherche et de développement		X	
Fonds commercial		X	
Intérêts immobilisés		X	
Intérêts sur éléments de l'actif circulant		X	
Différences d'évaluation sur éléments fongibles		X	
Avances aux dirigeants		X	
Produits à recevoir		X	
Détail des produits à recevoir	X		
Détail des écritures des produits à recevoir		X	
Charges à payer	X		
Détail des charges à payer		X	
Détail des écritures des charges à payer		X	
Produits et charges constatés d'avance			
Détail des produits constatés d'avance	X		
Détail des charges constatées d'avance		X	
Charges à répartir sur plusieurs exercices		X	
Détail des charges à répartir sur plusieurs exercices		X	
Détail des charges exceptionnelles		X	
Détail des produits exceptionnels		X	

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

Documents	Applicable	Non applicable	Non significatif
Composition du capital social		X	
Parts bénéficiaires		X	
Obligations convertibles		X	
Ventilation du chiffre d'affaires net		X	
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		X	
Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaie étrangère		X	
Crédit-bail	X		
Engagements financiers	X		
Dettes garanties par des sûretés réelles	X		
Incidence des évaluations fiscales dérogatoires		X	
Accroissement et allègement de la dette future d'impôt		X	
Rémunération globale et par catégorie des dirigeants		X	
Effectif moyen	X		
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société		X	
Liste des filiales et des participations	X		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		X	
Produits et charges exceptionnels		X	
Transferts de charges		X	
Liste par nature des frais accessoires d'achats		X	
Tableau des résultats des cinq derniers exercices		X	
Produits et charges sur exercices antérieurs		X	
Participation des salariés		X	
Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières		X	
Tableaux du portefeuille de TIAP		X	

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Les chiffres clés du bilan de l'exercice clos le 31/12/2007 sont :

Total du Bilan: 7548789 37 Euros
Total des Produits : 19930192,15 Euros
Total des Charges : 19716569 84 Euros
Variation des Fonds Dédies : 25000 Euros
Résultat de l'exercice : 188622 31 Euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2007 au 31/12/2007.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2008

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été élaborés dans le respect du règlement 99-01 du 16 février 1999 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations homologué par arrêté interministériel du 8 avril 1999.

Le règlement 99-01 décrit les principales modifications et ajouts du plan comptable associatif par rapport au plan comptable général. Il concerne :

- le « projet associatif », notion élargie, et les « fonds dédiés », destinés à identifier et suivre les ressources affectées non encore utilisées à la fin de l'exercice ;
- la notion de résultat comptable avec une distinction entre résultat définitivement acquis et résultat pouvant être repris par un tiers financeur ;
- les apports sans ou avec droit de reprise ;
- les subventions de fonctionnement et conventions de financement, leur traitement en fonction du caractère définitif de leur attribution, et de leur utilisation ;
- le suivi des ressources affectées provenant de la générosité du public ;
- les legs et donations en distinguant le traitement à opérer en fonction de leur utilisation et leur affectation ;
- la comptabilisation des ressources en nature ;
- l'information sur les contributions volontaires dans l'annexe ou dans les comptes au pied du résultat.

Les modifications de comptes liées à l'évolution du PCG ont été intégrées dans le plan de compte proposé. S'agissant d'actualisation de caractère obligatoire du PCG, elles s'imposent aux associations tenues d'appliquer le plan comptable associatif, celui-ci étant une adaptation du PCG. A noter :

1. le règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a supprimé des charges à répartir : les charges différées, les frais d'acquisition d'immobilisations et les charges à étaler ;
2. pour les exercices ouverts depuis le 1 janvier 2005, les termes « provision pour dépréciation » sont remplacés par « dépréciation ». Cette modification terminologique ne concerne que les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles (Règl. CRC 2002-10 du 12-12-2002 pris sur avis CNC 2002-07 du 27-6-2002) ;
3. pour les exercices ouverts à compter du 1 janvier 2006, des modifications interviennent au niveau de l'intitulé de certains comptes. Elles proviennent de l'actualisation du plan comptable général (règlement CRC 2005-09, homologué par arrêté du 26-12-05, JO du 3-1-06).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations

L'association applique le règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Licences et Logiciels	5 à 7 ans
- Achats Lits	
- Constructions	
- Gros Oeuvre	50 ans
- Façades et élançhété	40 ans
- Agencement Gros Oeuvre	20 ans
- Agencements et aménagements des constructions	10 ans
- Installations Générales et Techniques	3 à 20 ans
- Matériel et outillage	3 à 7 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans
- Matériel de Bureau	3 ans
- Matériel Informatique	
- Unité Centrale, Micro Informatique	4 ans
- Périphérique Imprimante, Scanner...	5 ans
- Informatique réseau	7 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement
La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires . Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks
Non significatif.

Créances et Dettes
Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire de certaines créances est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions, réglementées figurant au bilan comprennent :
Néant.

Subventions d'Exploitation
Les subventions d'exploitation sont inscrites en produit de l'exercice, alors que les subventions d'équipement (ou d'investissement) sont comptabilisées au passif du bilan et donnent lieu à amortissement sur la même durée que les biens qu'elles ont servis à financer lorsqu'il s'agit de subventions non renouvelables affectées à des biens renouvelables. Dans les autres cas elles sont inscrites directement en fonds de dotation sans plan d'amortissement.

Les interventions des bénévoles ne donnent pas lieu à valorisation.

Indemnités de fin de carrière (IFC)

En application de l'article 123-13 du code de commerce, les engagements de l'association en matière d'indemnités et d'allocations en raison du départ à la retraite des membres de son personnel sont inscrits au bilan.

Les droits ainsi calculés seront réévalués en fonction de la probabilité pour l'association de verser ces droits puis mis à jour des charges patronales dans le cadre d'un départ volontaire du salarié ou majorés de la contribution patronale instituée par la LFSS 2008 en cas de mise à la retraite à 65 ans par l'employeur. Enfin le montant ainsi déterminé sera actualisé.

Cette méthode est définie par la norme comptable IAS n°19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme américaine). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC, sous réserve du fait que seules les personnes ayant atteint ou dépassé 50 ans dans l'exercice sont prises en compte dans le calcul.

Rémunérations des dirigeants

En application des dispositions de l'art. 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, la rémunération des trois plus hauts salaires a représenté pour l'exercice, un montant de 230 866 € bruts, avantages en nature inclus.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture :

L'externalisation du système d'information auprès d'un prestataire spécialisé, réalisée début 2008, constitue un fait significatif important, car porteur de plus de productivité (réduction importante des temps de réponse, ergonomie accrue) et de sécurisation.

Autres informations significatives ayant influencées le résultat de l'exercice (de nature non récurrente et ou hors exploitation).

Evénements ayant eu un impact positif sur le résultat :

a) reprises de provisions pour dépréciation de l'actif courant, celles-ci ayant été constituées au cours des exercices antérieurs pour 913 107 € et relatives à des créances sur l'Etablissement Régional Midi-Pyrénées (le contentieux, ouvert en 2003, s'est résolu, à fin 2007, à l'avantage de la FNLL qui a pu récupérer l'intégralité de sa créance).

b) 95 721 €, suite à la mise en place d'une convention avec l'Instep Midi-Pyrénées, celle-ci ayant eu pour effet de réduire les provisions antérieurement créées et liées au même contentieux que celui de l'Etablissement Régional Midi-Pyrénées.

c) plus value de 145 000 € suite à la vente d'un terrain auparavant reçu en donation.

d) plus value de 26 026 € venant de la vente d'un bien immobilier.

Evénements ayant eu un impact négatif sur le résultat :

a) abandons de créances en faveur d'entités du périmètre économique pour un total de 544 588 € - ces abandons sont assortis d'une clause de retour à meilleure fortune.

b) octroi d'une subvention de 160 000 € à une entité du périmètre économique.

Informations Complémentaires

La part des deux établissements secondaires dans le bilan de la FNLL est la suivante :

a) Midi-Pyrénées	Produits	6 121 000 €
	Résultat	- 110 520 €
	Fonds propres	- 188 914 €
b) Nord Pas de Calais	Produits	731 000 €
	Résultat	- 42 286 €
	Fonds propres	-159 052 €

Faits caractéristiques

Le plus marquant de ces faits consiste en la résolution du contentieux avec L'Etablissement Régional de Midi-Pyrénées. Ce contentieux, ouvert en juin 2003 à l'initiative de l'Etablissement en question, avait mobilisé d'énormes ressources humaines et financières et, surtout, ouvert une brèche dangereuse dans le système d'organisation national de la FNLL, notamment en matière d'unité économique et sociale. Avoir bénéficié d'un jugement favorable de la part des différents tribunaux qui ont eu à se prononcer sur cette affaire, nous conforte dans les choix organisationnels qui sont les nôtres, tout en nous incitant à toujours mieux maîtriser les formes d'organisation économiques et sociales mises en place depuis déjà plusieurs années.

L'autre événement à signaler consiste en l'acquisition d'un ensemble immobilier équipé en centre de vacances pour les jeunes, ainsi que de locaux à destiner à des actives d'accueil (centre de loisirs sans ou avec hébergement).

Cette acquisition s'est matérialisée par un contrat de Crédit-bail d'une durée de 25 années (de 2008 à 2032), le vendeur étant la Communauté de Communes du Brivadois

et l'endettement total se situant à 1 462 274 €.

Il est prévu d'en confier la gestion, moyennant la facturation de loyers, à Vacances Léo Lagrange pour la partie séjour des jeunes et à l'Etablissement Régional Léo Lagrange Rhône Alpes Auvergne pour la partie liée au centre de loisirs

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Révaluations	Acquisitions
Immobilitisations incorporelles	Frais d'établissement et de développement	70 118		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	689 461		1 800
Immobilitisations corporelles	Terrains	210 000		
	Constructions sur sol propre	1 132 763		
	Constructions sur sol d'autrui			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	15 862		599
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	182		49 932
	Installations générales, agencements et aménagements divers	336 550		
	Matériel de transport	5 000		5 843
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	333 239		
	Emballages récupérables et divers			
	Immobilitisations corporelles en cours			
Immobilitisations financières	Avances et acomptes			
	Total III	2 053 595		56 374
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations	52 275		1
	Autres titres immobilisés	2 107 549		237 701
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	Total IV	2 159 824		237 702
		4 972 998		295 876

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Révaluations Valeur d'origine
		Par vice-ement	Par cession		
Immobilitisations incorporelles	Frais d'établissement et de développement				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilitisations corporelles	Terrains			691 261	
	Constructions sur sol propre			88 500	
	Constructions sur sol d'autrui			859 080	
	Installations générales, agencements, aménag. constructions			15 862	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			781	
	Installations générales, agencements et aménagements divers			386 482	
	Matériel de transport			5 000	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier			339 577	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilitisations corporelles en cours				
Immobilitisations financières	Avances et acomptes				
	Total III			1 695 283	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			52 276	
	Autres titres immobilisés			2 309 145	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	Total IV			2 361 421	
				520 910	4 747 964

AMORTISSEMENTS

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
	IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties / Rep.	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement et de développement	Total I	70 118		70 118	493 982
Autres immobilisations incorporelles	Total II	466 507	27 475		
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre		133 150	23 517	8 928	147 738
Constructions sur sol d'autrui					
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions		12 593	2 250		14 843
Installations techniques, matériel et outillage industriels		182	154		336
Installations générales, agencements et aménagements divers		257 325	33 283		290 607
Matériel de transport		5 000			5 000
Matériel de bureau et informatique, mobilier		170 006	122 881	691	292 196
Emballages récupérables et divers		220 773	- 104 824	15 949	
	Total III	699 028	77 260	25 568	750 720
TOTAL GENERAL (I + II + III)		1 235 653	104 735	95 687	1 244 702

Cadre B

Immobilisations amortissables	DOTATIONS		REPRISES		Mouvements nets apart. à fin d'exercice
	Différentiel de durée	Monte dégressif	Amortisse- ment fiscal exceptionnel	Mode dégressif	
Immo. incorporelles					
Frais d'établissement. Total I					
Aut. immo. incorp. Total II					
Immo. corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Inst. gén., agenc., amén. const.					
Inst. techn., mat. outill. indus.					
Inst. gén., agenc., amén. divers					
Matériel de transport					
Mat. bureau, inform., mobilier					
Emballages récup. et divers					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II-III)					

Cadre C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net débit d'ex.	Augmen- tations	Déclasse- ments ex. aux amort.	Montant net en fin d'ex.
--	----------------------------	--------------------	--------------------------------------	-----------------------------

Frais d'émission d'emprunt à évaluer			
Primes de remboursement des obligations			

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour Indemnités Fin de Carrière				
Autres provisions pour risques et charges				
Total II				
Dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
Total III				
TOTAL GENERAL (I + II + III)				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	- 755 311			- 755 311
- Fonds statutaires	914 839		114 997	799 842
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles	147 285			147 285
Réserves réglementées				
Autres réserves	93 186			93 186
Report à nouveau	- 145 030	33 591		- 111 439
Résultat de l'exercice	33 591	188 622	33 591	188 622
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- apports				
- legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	323 235		60 013	263 222
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Total	611 795	222 213	208 600	625 407

TABLEAUX DE SUIVI DES FONDS DEEDIES

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES					
Resources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Ministère de la Santé				25 000	25 000
Total				25 000	25 000

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC					
Resources	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nvlles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels					
Total					
Legs et donations					
Total					
Total					

ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	1 141 329	91 502	1 049 827
	Prêts (1) (2)	1 167 816	38 497	1 129 319
	Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux	173 182		173 182
	Autres créances clients	2 657 541	2 657 541	
	Créances représentatives de titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	64 108	64 108	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	21 444	21 444	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts taxes et versements assimilés			
	Divers	117 689	117 689	
	Groupe et associés (2)	379 256	379 256	
	Débiteurs divers	476 099	476 099	
		82 956	82 956	
	Charges constatées d'avance	78 365	78 365	
	Total	6 359 784	4 007 456	2 352 328
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice		20 233		
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice		53 722		
(2) Prêts et avances consenties aux associés		305 355		

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Enprunts obligataires convertibles (1)	Autres enprunts obligataires (1)				
	Enprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)	7 620	7 620		
	- à un an maximum à l'origine	1 213 862	300 389	803 769	109 704
	- à plus d'un an à l'origine				
	Enprunts et dettes financières diverses (1) (2)	1 133 131	1 133 131		
	Fournisseurs et comptes rattachés	709 082	709 082		
	Personnel et comptes rattachés	791 991	791 991		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations émissionnées	579 505	579 505		
	Autres impôts, taxes et versements assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	871 877	550 877	321 000	
	Groupe et associés (2)	256 670	256 670		
	Autres dettes				
Total	Dettes représentatives de titres empruntés	230 320	230 320		
	Produits constatés d'avance				
	Total	5 794 058	4 559 585	1 124 769	109 704
(1) Enprunts souscrits en cours d'exercice		293 998			
(1) Enprunts remboursés en cours d'exercice		347 260			
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés					

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Articles 10 et 24-15)

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Combinées	Non Combinées	
Capital souscrit, non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles			
Avances et acomptes			
Immobilisations financières			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	500 000		
Autres titres immobilisés	244 776		25 500
Autres immobilisations financières			
Total Immobilisations	744 776	25 500	
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	1 037 032		114 656
Autres créances			
Capital souscrit appelé, non versé			
Total Créances	1 037 032	114 656	
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	345 260		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	625 439		139 050
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total Dettes	970 699	139 050	

PRODUITS A RECEVOIR

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan		31/12/2007	31/12/2006
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts			24 752
Autres immobilisations financières		86 278	
Créances clients et comptes rattachés		529 883	218 206
Autres créances			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Total		616 162	242 957

CHARGES A PAYER

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan		31/12/2007	31/12/2006
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			6 964
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 616		
Emprunts et dettes financières divers	744 939		285 298
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	141 614		337 649
Dettes fiscales et sociales	1 180 978		785 245
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	80 129		112 062
Total	2 154 275		1 527 217

EFFECTIF MOYEN

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-22)

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	76	
Agents de maîtrise et techniciens	123	
Employés	112	
Ouvriers		
Total	311	0

PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits constatés d'avance		31/12/2007	31/12/2006
Produits d'exploitation			
Produits financiers		230 320	245 414
Produits exceptionnels			
Total		230 320	245 414

Charges constatées d'avance		31/12/2007	31/12/2006
Charges d'exploitation			
Charges financières		78 365	50 220
Charges exceptionnelles			
Total		78 365	50 220

CREDIT BAIL

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 53)

Postes du bilan	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Redevances	
		exercice	cumulées	exercice	cumulées
Terrains	146 227				
Constructions	1 316 046	5 849	5 849		
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	13 414	2 683	6 734	3 136	8 971
Immobilisations en cours					
Total	1 475 688	8 532	12 583	3 136	8 971

Postes du bilan	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	A un an au plus	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans	Total		
Terrains	6 121	24 484	115 622	146 227	0	
Constructions	55 090	220 359	1 040 597	1 316 046	1	
Installations techniques, matériel et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	3 136	1 307		4 442	112	3 136
Immobilisations en cours						
Total	64 347	246 150	1 156 219	1 466 716	113	3 136

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Articles 24-9 et 24-16)

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	Néant
Avals, cautions et garanties	Néant
Engagements de crédit-bail mobilier	13 414
Engagements de crédit-bail immobilier	1 462 274
Engagements en matière de pensions, retraites, et assimilés	745 468
Autres engagements donnés	
Crédit Coopératif (Emprunt = Capital + Intérêts- garantie hypothécaire immobilière) 700	591 513
Crédit Coopératif (Emprunt = Capital + Intérêts- garantie hypothécaire immobilière) 500	592 346
Crédit Coopératif (Emprunt = Capital + Intérêts année 1988)	187 661
Total (1)	3 592 675

(1) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	1 183 858

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Articles 24-9 et 24-16)

Engagements donnés		Montant
Engagements reçus		Montant
Credit Coopératif (Emprunt = Capital + Intérêts année 1988) Garantie de L'Etat		185 116
Ets Régional Léo Lagrange PACA (Capital + intérêts pour prêt consenti)		616 346
Ets Régional Léo Lagrange Sud Ouest sur abandon créance de 2005		60 000
Ets Régional Léo Lagrange Languedoc Roussillon sur abandon créance de 2003 à 2005		597 000
Ets Régional Léo Lagrange Est sur abandon de créance de 2004		40 000
Ets Régional Léo Lagrange Ile de France abandon de créance de 2006		40 000
Ets Régional Léo Lagrange PACA sur abandon de créance de 2005		119 371
IFRA (Institut du périmètre économique et social)		37 263
APSP (Association liée)		13 396
IFRA (Institut du périmètre économique et social)		46 951
Ets Régional Léo Lagrange PACA sur abandon de créance de 2007		160 000
Ets Régional Léo Lagrange Ile de France sur abandon de créance de 2007		64 588
Ets Régional Léo Lagrange Languedoc Roussillon sur abandon créance de 2007		160 000
Ets Régional Léo Lagrange Centre Normandie sur barridon de créance de 2007		160 000
Total (2)		2 300 031
(2) Dont concernant :		
- les dirigeants		
- les filiales		
- les participations		
- les autres entreprises liées		
Dont engagements assortis de sûretés réelles		2 101 519
Engagements réciproques		Montant
Total		

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-8)

Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	1 387 661	823 339
Emprunts et dettes divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total	1 387 661	823 339

La Fédération Nationale Léo LAGRANGE, association mère consolidée :

- Léo LAGRANGE Bourgogne-Franche-Comté
- Léo LAGRANGE Centre-Normandie
- Léo LAGRANGE Grand-Est
- Léo LAGRANGE Ile-de-France
- Léo LAGRANGE Ouest
- Léo LAGRANGE Picardie
- Léo LAGRANGE Rhône-Alpes-Auvergne
- Léo LAGRANGE Sud-Ouest
- Léo LAGRANGE Provence Alpes Côte d'Azur
- Léo LAGRANGE Languedoc - Roussillon
- Préfâce
- Cite Club
- IFEP Picardie
- IFRA
- INSTEP Ile de France
- CFEU Rhône Alpes
- A2F Ouest